

<https://la-sociale.online/spip.php?article497>

Seconde vague, vaguelette, ou Tsunami qui vient ?

- Editoriaux -

Date de mise en ligne : mardi 15 septembre 2020

Copyright © La Sociale - Tous droits réservés

Les manifestations des GJ du 12 septembre devaient marquer la seconde vague des mobilisations engagées depuis deux ans dans toute la France. Numériquement à Paris, il s'est plutôt agi d'une vaguelette. Mais à regarder la France dans sa totalité, la politique est bien différente de l'arithmétique. En de nombreux endroits la mobilisation a démontré une détermination entière, un renouvellement et un rajeunissement des troupes. Le pouvoir aurait tort de se sentir soulagé. Le reflux est le propre des grands bouleversements qui viennent. Dans le domaine aquatique, il s'agit juste de la préparation des Tsunamis. Le domaine social ne fait pas exception à la règle.

Le pouvoir a rôdé un dispositif pour le moins dissuasif basé sur une atteinte aux libertés sans précédent, notamment avec les lois d'urgence dont la loi d'urgence sanitaire. Relayé par les médias, il a « établi » que tout manifestant est un « casseur » en puissance, et doit donc s'attendre à être traité comme tel. La réalité est évidemment à l'opposée de cette propagande.

Les forces de police très massives déployées lors du cortège parisien, la stratégie de la nasse, le gazage et le matraquage sont maintenant la règle.

La nécessité de demander le droit de manifester, et non la simple déclaration de manifestation, avec des parcours pour le moins hasardeux décidés par la préfecture de police, remet dans les mains de l'état major policier l'initiative des événements, et donc des provocations éventuelles.

Il s'agit comme force de dissuasion d'utiliser la peur.

Tout cela est vérifiable. Il suffit de voir le court reportage que j'ai tourné le 12 septembre à Paris, [« paroles de casseurs »](#), qui remet les réalités en place.

Mais cette politique gouvernementale est efficace. Il devient très difficile de manifester à Paris, d'autant que chez les GJ les différents groupes se « tirent la bourre » en appelant chacun dans son coin au lieu de mobiliser ensemble et de façon unitaire.

L'arithmétique n'est cependant pas la politique.

Dans toute la France les mobilisations du 12 septembre, même limitées, marquent une continuité avec la volonté majoritaire de défaire le pouvoir macronien et sa politique. La situation sociale qui s'annonce avec son cortège de licenciements et de mesures financières qui un peu plus tôt, un peu plus tard, vont s'abattre sur les français, annoncent de fortes oppositions qui chercheront à nouveau les moyens de s'exprimer. Comme cela est indiqué par une manifestante parisienne, (voir là aussi [« paroles de casseurs »](#)), « ça va se tasser, ça va se tasser jusqu'au jour où ça va déborder et là ça fera très mal ».

La force des GJ a toujours été leur diversité et le contenu unifiant qui les a rassemblés. La question sociale, le pouvoir d'achat, la justice fiscale, le travail, le salaire, les services publics, mais aussi l'aspiration à la justice et la démocratie ont été un moteur puissant. Toutes ces exigences demeurent et ont la vie dure. En fait le moteur ne peut s'enrayer. Son carburant est Macron lui-même et sa politique.

Il manque aujourd'hui une perspective permettant d'incarner le tous ensemble nécessaire, et pour les mobilisations sociales, et pour les échéances politiques à venir. Sur cette question centrale qui va rythmer la vie politique pour les deux ans qui viennent, nous reviendrons dans les prochaines semaines.

Jacques Cotta

le 15 septembre 2020